

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MAI 1901.

Proposition de loi relative aux Conventions avec l'État du Congo.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Lorsqu'il y a, un quart de siècle déjà, le Roi a jeté les premières bases de sa grande œuvre africaine, elle ne rencontrait guère que des incrédules. Le Roi avait vu juste cependant, et l'on ne songe plus à le méconnaître.

C'était la réalisation par Lui-même de ces horizons d'outre-mer dont, bien jeune encore, il avait signalé l'importance au Sénat, et le bien du pays, son développement économique, industriel et commercial était le seul but qu'il eut en vue.

Le nouvel État fondé, reconnu et en grande partie occupé, le Roi écrivit, le 2 août 1887, le testament par lequel Il le légua à la Belgique, et le 3 août, il en envoya copie au chef du Cabinet, en marquant le désir que ce document fût communiqué aux Chambres législatives au moment qui paraîtrait à celui-ci le plus opportun.

Le Roi déclara en outre que si la Belgique désirait, « sans attendre ce terme, contracter des liens plus étroits avec les territoires du Congo, » il n'hésiterait pas à y souscrire.

Les charges qu'entraînait la nécessité d'occuper et d'organiser ces vastes contrées étaient lourdes, et bientôt elles furent encore aggravées par les délibérations de la Conférence internationale de Bruxelles de 1889, au sujet de la traite.

Malgré la générosité du Souverain, les ressources de l'État du Congo se trouvèrent insuffisantes, et il lui fallut demander le concours financier de la Belgique.

De là, la Convention du 3 juillet 1890 qui, donnant corps aux intentions généreuses exprimées par le Roi, a établi un droit au profit de la Belgique. Elle obtenait un droit d'option à exercer à terme déterminé et s'obligeait,

d'autre part, à une avance de 25 millions, répartie sur dix ans, et non productive d'intérêts pendant ce terme.

En 1890, il ne pouvait être question d'une annexion immédiate. Les résultats obtenus étaient trop incomplets et trop récents pour former la conviction du pays, et, en vue d'une résolution d'aussi exceptionnelle importance, il convenait que pleine lumière fût faite. C'est dans ce but qu'il fut stipulé que l'État du Congo communiquerait ses budgets de recettes et de dépenses et les relevés de la douane relativement aux entrées et sorties, et qu'il fournirait tels renseignements qui paraîtraient désirables quant à sa situation économique, commerciale et financière.

Les résultats de l'expérience, qui se poursuivait en Afrique, parurent au Gouvernement belge assez décisifs pour que, dès 1895, il estimât qu'il n'y avait pas lieu d'attendre l'échéance prévue par la Convention.

Sous la date du 9 janvier, intervint entre les deux États une convention aux termes de laquelle la cession devait être immédiate et remonter même dans ses effets, quant aux recettes et aux dépenses, au 1^{er} janvier précédent. Un arrêté royal devait déterminer la date à laquelle la Belgique assumerait l'exercice de son droit de souveraineté.

Ce projet de loi fut renvoyé par la Chambre à l'examen d'une commission de vingt et un membres. Parmi eux, comme dans le pays, des hésitations et même des oppositions se manifestèrent. On émit l'avis « qu'il fallait que » l'expérience commencée fût plus complète, que l'achèvement du chemin » de fer permit de mieux apprécier toutes les ressources du Congo, que le » pays pût être complètement renseigné et pût se recueillir avant de prendre » une résolution » (1).

Le Gouvernement finit par se rallier à cette manière de voir et le projet de loi fut abandonné.

La décision quant à la reprise du Congo se trouvait ainsi ajournée au terme fixé par la Convention de 1890, soit au 18 février 1901; mais le 15 février, le chef du Cabinet annonça à la Chambre qu'il était « autorisé à » déclarer que le Gouvernement de l'État Indépendant a consenti à retarder » jusqu'à la rentrée des Chambres, après Pâques, *la décision à prendre par » le Parlement sur l'annexion ou l'abandon du Congo* », et ce pour permettre à la Chambre de ne pas interrompre son ordre du jour.

C'est en suite de cet ajournement que le Gouvernement a présenté le projet de loi dont la Législature est saisie. Il ne consiste qu'en un article unique où aucune décision quant à la reprise n'est formellement proposée, mais la suspension indéfinie du paiement des intérêts dus par l'État du Congo suppose une sorte d'ajournement implicite.

Seulement, on ne voit pas sur quoi porterait cet ajournement. Le droit d'option conféré à la Belgique par la Convention de 1890 est à terme; c'est à ce terme qu'il doit être exercé, et, à moins qu'il ne soit prorogé par une convention nouvelle, soit indéfiniment, soit avec fixation d'un terme nouveau, se taire, c'est renoncer à la Convention de 1890 et aux droits qu'elle

(1) Discours de M. Woeste. Séance du 18 mai 1895.

consacre. Elle serait morte déjà sans la déclaration autorisée du 18 février dernier.

Les parties se retrouveraient ainsi dans les conditions qui résultaient naguère de la lettre royale du 5 août 1889; mais cette lettre, qui n'était pas même destinée à une publicité au moins immédiate, ne créait et ne pouvait établir aucun lien de droit. Elle exprimait l'intention du Roi de se prêter, si on le désirait, à laisser se créer des liens plus étroits entre la Belgique et le Congo, mais rien n'était déterminé quant à la nature de ces liens, ni quant aux conditions ou aux modalités de leur établissement, et à cette époque l'État Indépendant n'avait encore demandé ni avances ni concours.

En l'absence de tout arrangement nouveau, qu'est-ce donc que la Belgique pourrait « ajourner » ? Et la situation n'apparaîtrait-elle pas sans base juridique, ou du moins comme mal définie ?

Il semble qu'il n'y ait à choisir qu'entre trois ordres de résolutions, et, comme le disait l'Exposé des motifs de 1890, c'est avec une liberté absolue d'appréciation que la Belgique peut procéder à ce choix. Ou elle repoussera la riche colonie qui lui est offerte, ou elle l'acceptera dans les conditions assurées par le traité de 1890, ou, du commun accord des deux parties, un nouveau traité prorogera ou remplacera celui-là.

L'Exposé des motifs du Gouvernement suppose que la Législature aura à se prononcer quant aux divers membres de cette alternative, et même quant au troisième.

Il rappelle qu'à raison « de l'échéance de la Convention », « le Pouvoir » législatif est appelé à se prononcer *sur le droit de reprise* reconnu à la « Belgique en 1890 ». Il ajoute que « le Gouvernement ne peut s'arrêter à » l'hypothèse d'une renonciation définitive » et qu'il « ne s'agit donc, en ce » moment, dans la pensée du Gouvernement, que de décider *si l'annexion* » *aura lieu aujourd'hui, ou plus tard* »; enfin, ce n'est que pour le cas « où » les Chambres estimeraient qu'il convient de ne point *prononcer l'annexion* » *en ce moment* que le Gouvernement s'est préoccupé de rechercher une » solution de nature à ménager les intérêts divers qui sont en jeu ».

Déjà, le 15 février, nous l'avons rappelé, le chef du Cabinet disait que le Parlement aurait à décider *de l'annexion ou de l'abandon du Congo*.

Mais on ne voit pas comment les Chambres se prononceraient sur une question qui, au moins actuellement, ne leur est pas posée.

Dans les sections, on avait demandé que le Gouvernement fût interrogé sur ses intentions à ce sujet, mais la majorité de la Section centrale a estimé qu'il résulte suffisamment du texte du projet de loi déposé, que le Gouvernement ne compte point faire d'autres propositions.

C'est dire qu'il compte sur l'initiative parlementaire, et de là, le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à la Législature.

Le Gouvernement, sans vouloir dissuader les Chambres « d'une annexion immédiate », estime que le Pays paraît favorable à l'idée de la remettre à une date ultérieure.

Selon nous, ce serait là une solution peu digne des grands intérêts engagés et des parties en cause; mais, on pourrait concevoir qu'on s'y arrêtât, s'il dépendait de la Belgique seule de le décider ainsi.

Comme nous le disions tantôt, la Convention de 1890 abandonnée sans arrangement d'aucun genre, la Belgique n'aurait plus d'autres droits que ceux que, plus tard, il dépendrait de la Royale générosité du Souverain du Congo de lui attribuer. — Actuellement, elle n'en aurait aucun.

La Législature belge, isolément, ne pourrait donc décider que l'annexion se fera ultérieurement. — On n'est pas en droit de proclamer l'ajournement d'un droit qu'on laisse s'éteindre, par cela seul que l'on espère le recouvrer.

Et comment, d'ailleurs, pourrions-nous, sans l'intervention de l'État du Congo, décider encore si semblable ajournement serait à terme déterminé, ou sans terme, — si la Belgique seule aurait le droit de réclamer l'annexion d'après ses convenances, si, au contraire, l'État Indépendant pourrait la réclamer à son gré ⁽¹⁾, ou si un accord devrait intervenir à ce sujet, — s'il faudrait ou non un préavis et quel préavis; — enfin, quelles seraient les conditions de la reprise, car celles qu'a tracées la Convention de 1890 n'auraient plus aucun empire, et la loi nouvelle ne constituerait qu'un acte unilatéral.

Sans doute, en fait, toutes ces choses se régleraient aisément le jour où on le voudrait. Le testament du Roi ne porte-t-il pas que ce qu'il a eu en vue c'est « d'assurer, à la patrie bien-aimée, les fruits de l'œuvre que, depuis de » longues années, il poursuit dans le continent africain ». Et qui en pourrait douter?

Mais, ne fût-ce que par des raisons de convenance et de dignité nationale, il semble que le Parlement ne pourrait émettre un vote d'ajournement que moyennant un accord qui l'y autoriserait et en fixerait les conditions. Le cas échéant, la formule de semblable accord serait facile à trouver. Mais s'il n'en intervient aucun, le problème devant lequel se trouve la Belgique n'a plus que deux faces : il lui faut repousser ou accepter l'annexion, qui, aujourd'hui encore, dépend de sa seule volonté.

Le Gouvernement ne peut, dit-il, s'arrêter à l'hypothèse d'une renonciation définitive, car ce serait un acte d'imprévoyance, qui porterait atteinte à la considération de la Belgique à l'étranger.

L'Exposé des motifs de la loi de 1895, qui, lui aussi, a été revêtu de la signature de tous les Ministres, était plus net encore. « La distribution du » globe, y disait-on, s'achève en ce moment, et les dernières contrées disponibles s'en répartissent sous nos yeux. Le bassin du Congo demeure pour » la Belgique une vaste réserve; cette ressource perdue, l'avenir serait irrévocablement clos. »

Ces convictions sont de tous points les nôtres, et nous ne voyons pas ce qui justifie les appréhensions qu'exprime l'Exposé des motifs quant au sentiment actuel du pays.

En janvier 1895, il y a donc plus de six ans, le Gouvernement disait « que » la lumière était faite, qu'elle frappait tous les esprits », et même il estimait que la reprise du Congo, longuement discutée, lors de la revision constitu-

(1) Voir le dernier paragraphe de la lettre de M. le B^{re} van Eetvelde.

tionnelle avait été, en quelque sorte, acceptée d'avance par l'assemblée constituante.

Ces affirmations étaient développées avec une entraînant élocuence et appuyées de considérations nombreuses et décisives.

Et qui pourrait méconnaître qu'elles sont bien autrement fondées aujourd'hui?

Les appréhensions qui, en 1893, subsistaient encore dans beaucoup d'esprits, n'ont plus de raison d'être, car les faits ont parlé.

Le Congo s'est développé comme à vue d'œil, tant au point de vue industriel et commercial qu'au point de vue humanitaire, et les six dernières années ont été marquées de succès incessants et dans tous les domaines.

Le chemin de fer de Matadi à Léopoldville, si décrié naguère, est aujourd'hui achevé depuis près de trois ans et a tenu tout ce qu'on en attendait. Grâce au développement de l'immense réseau navigable qui le complète, les districts les plus lointains se sont trouvés brusquement rapprochés de l'Europe. Le commerce général s'est élevé de 22 millions environ en 1894 à 66 millions en 1899, et, pendant cette même période, les exportations ont passé de 11 à 36 millions. Il n'est pas douteux qu'en 1900, ces chiffres auront encore été notablement dépassés. De nombreuses sociétés se sont établies et, à côté de la recherche de l'ivoire et du caoutchouc qui naguère était presque leur seul objet, on voit surgir des plantations de café, de cacaoyers, de plantes à épice, des exploitations forestières. Le Haut-Congo porte aujourd'hui plus de cent steamers de tout tonnage.

Des postes jalonnent le pays depuis l'Atlantique jusqu'au lac Tanganika, comme depuis le Bomu jusqu'aux sources du Congo. M. le baron van Eetvelde annonce que l'État du Congo n'a plus à solliciter de la Belgique aucun concours financier (1).

En même temps, des missions, fondées dans tous les centres importants, inculquent, à de nombreux indigènes, les principes de la morale chrétienne, et, grâce à de nombreuses explorations qui ont sillonné le territoire dans tous les sens, le Congo est aujourd'hui mieux connu que plus d'une colonie déjà ancienne.

Sans qu'il faille insister autrement sur ces faits, qui sont aujourd'hui de notoriété publique, on peut affirmer que l'expérience de dix ans prescrite par la Convention de 1890 a été concluante. Le Congo est, à l'heure présente, une colonie bien organisée, suffisamment outillée et ne réclamant guère actuellement de grandes dépenses de premier établissement, au moins de la part de son Gouvernement.

D'un autre côté, ainsi qu'on le constatait déjà en 1893 et comme le rappellent l'Exposé des motifs et la lettre de M. le baron van Eetvelde qu'il reproduit, c'est bien une colonie belge. Sur 1,438 blancs qui étaient établis au Congo à la date du 1^{er} janvier dernier, 1,187 étaient de nos compatriotes. Toutes les grandes entreprises sont belges et dirigées par des Belges. C'est de Belgique que sont importées la plupart des marchandises de provenance

(1) Lettre de M. le baron van Eetvelde à M. le Ministre des Finances.

européenne, et c'est vers Anvers que s'achemine la presque totalité des produits congolais.

Ainsi que le rappelait le Roi, n'est-ce pas d'ailleurs au dévouement et à l'héroïsme de nos officiers, de nos soldats, de nos missionnaires, de nos savants, que l'on doit pour une grande part les progrès accomplis?

Belge de fait, le Congo doit, selon nous, devenir belge de droit. L'union personnelle ne pouvait être qu'une formule transitoire et d'essai. N'implique-t-elle pas l'existence, assurément anormale, d'un État dont tous les emplois sont confiés à des étrangers et dont le Gouvernement a son siège dans la capitale d'un autre État? N'en résulte-t-il pas cette situation bizarre qui, au Congo, doit faire tenir comme étrangers ces Belges qui l'ont découvert et assujéti au prix de persévérants et courageux efforts?

Mais ce qui nous semble surtout commander une reprise immédiate, c'est la situation de la Belgique envers son Souverain. Au prix d'un labeur, d'efforts et de sacrifices incessants, le Roi a créé une vaste colonie, pour l'offrir à son pays, après avoir réveillé en lui le goût, malheureusement depuis longtemps éteint, des entreprises lointaines — et c'était le plus grand service qu'on pût lui rendre. — Le Roi a admis que la Belgique s'éclairât par une expérience de dix années. Et c'est alors que cette expérience a été décisive, que de puissants intérêts belges sont engagés au Congo, que ce pays apparaît de plus en plus comme un exutoire utile pour nos populations et pour notre production surabondante, que les nations voisines applaudissent à nos progrès et peut être les jalousent — que le budget de l'État indépendant se clôt en équilibre — c'est alors, disons-nous, que la Belgique se déroberait à sa fortune, ou qu'elle affirmerait la nécessité d'une nouvelle période d'études!

Elle continuerait à prétendre retirer de l'œuvre africaine du Roi tous les avantages matériels qu'elle peut donner, mais en se refusant à assumer aucune part dans sa direction!

Semblable attitude ne relèverait assurément pas la Belgique devant l'Europe et devant l'histoire; elle ne serait pas digne d'un peuple qui a le sentiment de sa force et de son avenir, et elle semblerait de nature à blesser, à juste titre, la dignité du Roi, qui verrait ainsi méconnue la gigantesque entreprise qui doit immortaliser son nom.

Nous estimons donc que c'est au langage que tenait le Gouvernement, en 1895, qu'il faut s'arrêter; il est aujourd'hui fondé sur des faits indiscutables, et rien ne nous semble justifier les répugnances ou les hésitations auxquelles on paraît s'attendre.

Le Gouvernement est d'ailleurs toujours d'avis que l'annexion s'impose, qu'elle se fera. Et, dès lors, comment la remettre à une date indéterminée? Ne vaut-il pas bien mieux la réaliser dans un moment où les circonstances extérieures sont évidemment favorables et où ce serait au Roi lui-même à présider, avec son expérience consommée, aux débuts de l'administration nouvelle?

Déjà, en traçant l'acte par lequel il léguait le Congo à la Belgique, le Roi avait pressenti qu'un événement de cette importance coïnciderait mal avec les préoccupations qu'entraîne par lui-même un changement de règne. — Il admettait que la cession se fit de son vivant et s'y déclarait tout disposé!

Marque de plus de haute clairvoyance et d'un sentiment vrai de l'intérêt du pays.

* * *

L'article 1^{er} du projet de loi se borne à constater la reprise de Congo dans les conditions réglées par le traité de 1890. Il ne comporte aucun autre développement.

Mais s'il est aisé de décréter cette grande mesure, il ne serait guère possible d'en réaliser l'exécution sur l'heure.

Il tombe sous le sens que le Congo ne va pas devenir partie intégrante du territoire national et que ses habitants ne seront pas transformés en citoyens belges. Il s'agit d'une colonie, ou, si on le préfère, d'une possession.

Les institutions qui conviennent à la mère patrie ne seraient pas applicables à un pays qui s'éveille à peine à la civilisation et qu'habitent des races inférieures.

Il lui faut donc une organisation propre, et c'est ce qu'a sagement constaté l'article 1^{er} de notre Constitution révisée.

C'est déjà ce que portait l'article 2 de la Convention de 1890 : « Une loi » réglera le régime spécial sous lequel les territoires du Congo seront placés. »

On a émis l'avis que la loi organique devait nécessairement précéder toute reprise. S'il en était ainsi, il eût fallu que la Législature fût saisie du projet de cette loi assez à temps pour que la reprise pût s'effectuer à la date conventionnellement fixée. Mais cela ne résulte pas du texte, et, à notre sens, il suffit que la loi organique soit votée avant que la Belgique ne se charge en fait du gouvernement.

Le projet de loi de 1895 portait qu'un arrêté royal déterminerait la date à laquelle la Belgique assumerait la souveraineté. Dans ces conditions, le Roi devait cesser aussitôt d'être le chef de l'État Indépendant, pour devenir le préposé de la Belgique, et il nous semblerait plus convenable que les situations restassent provisoirement ce qu'elles sont aujourd'hui.

Il suffirait pour cela que la loi, quoique définitivement votée, n'entrât en vigueur que plus tard. Jusque-là, le Roi demeurerait ainsi Souverain, et il exercerait sa souveraineté dans les mêmes conditions qu'à présent (art. 3).

Nous proposons le délai de deux ans, mais ce terme sera peut-être jugé insuffisant, car les questions à résoudre sont nombreuses et complexes.

Si, dans le domaine du pouvoir judiciaire, on peut se rapprocher de nos institutions nationales, il n'en est plus de même sur le terrain législatif et administratif. S'il semble nécessaire que le budget colonial soit, sauf quant aux ressources locales, voté annuellement par le Parlement belge et qu'un rapport lui soit fait sur l'emploi des fonds et les progrès de la colonie, si l'on peut trouver utile que le Roi soit assisté, pour les affaires coloniales, d'un ministre spécial responsable, il ne serait pas admissible que l'on prétendit s'immiscer journellement dans tous les détails de l'administration. Il conviendrait au contraire que le pouvoir exécutif reçût à ce sujet une délégation assez large pour assurer la promptitude de décision et d'exécution à laquelle sont surtout dus les grands résultats obtenus.

Tout cela doit être étudié et mûri, et bien que M. le Baron van Eetvelde ait offert le concours du personnel administratif de l'État du Congo, bien que l'on puisse tirer profit de l'expérience d'autres nations, qui ont depuis longtemps une législation coloniale, on pourrait être d'avis de prolonger encore le terme proposé.

Rien n'empêcherait même la Législature, si elle le jugeait bon, de retarder la mise en vigueur de la loi, de manière à prolonger autant qu'on le voudrait le régime actuel. Mais, s'il semble évident que le Roi se prêtera volontiers à un prolongement provisoire de l'état des choses, puisque le Gouvernement a exprimé l'avis qu'une loi organique devait être arrêtée préalablement à la reprise, rien ne démontre qu'il consentirait à prolonger longtemps la lourde tâche qui lui a coûté tant d'efforts. Ce serait au Gouvernement à renseigner la Chambre à ce sujet, et, ici encore, un accord nouveau s'imposerait.

* * *

L'organisation coloniale arrêtée, il resterait à régler entre les deux États diverses questions se rattachant à la réalisation de la reprise en elle-même, ou se rapportant à certains points spéciaux, tels que les engagements envers les fonctionnaires, traitements, pensions, etc. Par son article 4, le projet de loi propose de charger le Gouvernement de ces règlements.

* * *

L'annexion du Congo à la Belgique ne peut soulever de discussions de parti. Aucune formule politique ne peut prétendre en tirer un parti exclusif; aucun programme n'y trouverait d'obstacle à sa réalisation. Il s'agit d'un intérêt — d'un grand intérêt — national, qui doit planer bien au-dessus de nos querelles.

La mise en valeur d'immenses contrées vierges et d'un réseau navigable presque sans égal, la prise de possession d'un incomparable instrument de production, sembleraient ne pas devoir rencontrer d'adversaires. Ailleurs, c'est avec enthousiasme que l'on verrait arriver l'échéance du don royal.

Puissent donc toutes les bonnes volontés s'entendre et se grouper! Puisse la Belgique ne pas tourner le dos à son avenir!

PROPOSITION DE LOI.

ARTICLE PREMIER.

En suite des droits conférés à l'État Belge par la Convention intervenue entre l'État du Congo et lui, le 3 juillet 1890, les territoires dépendant du dit État sont désormais possession belge, avec tous les biens, droits et avantages jusqu'ici attachés à la souveraineté du dit État, mais aussi moyennant la charge de toutes ses obligations envers les tiers.

ART. II.

La présente loi n'entrera en vigueur que dans deux ans, à dater de sa publication, et ce pour que la Législature puisse régler le régime spécial à la nouvelle possession belge, en matière législative, administrative et judiciaire.

ART. III.

Pendant le terme prédit, l'administration des territoires congolais sera exercée par l'État Indépendant, dans les mêmes conditions qu'elle l'est à présent.

ART. IV.

Le Gouvernement est chargé de régler, de commun accord avec l'État Indépendant, les conditions d'exécution de la présente loi.

EERSTE ARTIKEL.

Ten gevolge van de rechten aan den Belgischen Staat verleend door de Overeenkomst tussehen hem en den Congostaat op 5 Juli 1890 getroffen, is het grondgebied, afhangende van dezen Staat, voortaan Belgische bezitting, met al de goederen, rechten en voordeelen tot heden aan de soevereiniteit van genoemden Staat verbonden, doch ook met den last van al zijne verbintenissen jegens derden.

ART. II.

Deze wet zal slechts in werking treden binnen twee jaar, te rekenen van hare bekendmaking, opdat de Kamers het bijzonder stelsel voor deze nieuwe Belgische bezitting, in het opzicht van wetgeving, bestuur en gerecht, kunnen regelen.

ART. III.

Gedurende voormelden termijn, zal het bestuur van het Congoleesche grondgebied worden waargenomen door den Onafhankelijken Staat, onder dezelfde voorwaarden als thans.

ART. IV.

De Regeering wordt gelast, in gemeen overleg met den Onafhankelijken Staat de uitvoering dezer wet te regelen.

A. BEERNAERT.

LÉON DE LANTSHEERE.

AUG. DELBEKE.

VERHAEGEN.

W. HEYNEN.

(10)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 MEI 1901.

Wetsvoorstel betreffende de Overeenkomsten met den Congostaat.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Toen, reeds vijf en twintig jaar geleden, de Koning de eerste grondslagen legde van zijn grootsch werk in Afrika, werd daar weinig geloof aan gehecht. De Koning had nochtans de zaak goed ingezien en niemand denkt er nog aan zulks te ontkennen.

't Was de verwezenlijking, door Hem zelf, van die scheppingen overzee, op welker gewichtigheid Hij, reeds op jeugdigen leeftijd, in den Senaat had gewezen, en 's lands welvaart, 's lands economische uitbreiding met het oog op handel en nijverheid, was zijn eenig richtsnoer.

De nieuwe Staat eens gesticht, erkend en grootendeels bezet zijnde, stelde de Koning den 2ⁿ Augustus 1887 het testament op, waarbij Hij dien Staat aan België overmaakte, en op 5 Augustus stuurde Hij er een afschrift van aan het hoofd van 't Kabinet, met den wensch dat het stuk aan de Wetgevende Kamers zou worden medegedeeld op zulk oogenblik als het hoofd van 't Kabinet meest geschikt zou voorkomen.

Daarenboven verklaarde de Koning, dat zoo België « zonder dien termijn af te wachten, met de landstreken van den Congostaat nauwere banden wilde sluiten », Hij er zonder aarzelen in zou toestemmen.

De lasten, verbonden aan het bezetten en inrichten van zulke uitgestrekte landstreken, waren groot en werden weldra nog zwaarder gemaakt door de beraadslagingen van de Internationale Conferentie te Brussel in 1889, betreffende slavenhandel.

Niettegenstaande de mildheid van den Souverein, waren de geldmiddelen van den Congostaat ontoereikend en was hij verplicht geldelijke ondersteuning aan België te vragen.

Dientengevolge werd de Overeenkomst van 3 Juli 1890 gesloten, welke, de edelmoedige inzichten des Konings vertolkende, ten voordeele van België, een recht instelde. België kreeg een recht van voorkeur, op bepaalden tijd uit te oefenen, en ging van eenen anderen kant de verbintenis aan een vershot te doen van 25 millioen, verdeeld over tien jaar, zonder interest gedurende dien termijn.

In 1890, kon van onmiddellijke inlijving geen spraak zijn. De uitslagen waren te onvolledig en nog te onlangs verworven om 's lands overtuiging te vestigen, en met het oog op eene beslissing van zoo uitzonderlijk belang, diende er volle licht over de zaak verspreid. Met dat doel werd bepaald dat de Congostaat zijne begrootingen in ontvangsten en uitgaven en de statistieken over toldienst, rakende de in- en uitvoerrechten, zou mededeelen, evenals alle inlichtingen welke wenschelijk konden schijnen om den oeconomic, handels- en geldelijken toestand te doen kennen.

De uitslagen van de proefneming die in Afrika werd voortgezet, schenen der Belgische Regeering afdoende genoeg om haar, reeds in 1893, tot het gevoelen te doen overhellen dat er niet diende gewacht naar den in de Overeenkomst voorzien termijn.

Op 9 Januari, kwam tusschen beide Staten eene overeenkomst tot stand, luidens welke de overneming onmiddellijk zou geschieden en zelfs, voor ontvangsten en uitgaven, terugwerkende kracht hebben, tot 1 Januari laatstleden. Een koninklijk besluit moest den datum bepalen, waarop België de uitoefening van zijn recht van souvereiniteit voorgoed op zich zou nemen.

Dat wetsontwerp werd door de Kamer tot onderzoek verzonden naar eene commissie van een en twintig leden. Onder hen, evenals in 't land, ontstond aarzeling en tegenkanting. Men was van oordeel « dat de begonnen proefneming vollediger moest wezen, dat het voltooiën van den spoorweg beter moest laten oordeelen over al de rijkdommen van den Congostaat, dat het land volledig moest kunnen ingelicht worden en nadenken vooraleer eene beslissing te nemen » ⁽¹⁾.

De Regeering trad ten slotte die zienswijze toe, en van het wetsontwerp werd afgezien.

Aldus was de beslissing voor het overnemen van den Congostaat verdaagd tot den termijn door de overeenkomst van 1890 bepaald, dus tot 18 Februari 1901; doch op 13 Februari, zegde het hoofd des Kabinetts aan de Kamer dat hij « gemachtigd was te verklaren dat de Regeering van den Onafhankelijken Staat er in toegestemd heeft tot na de heropening der Kamers, na Paschen, te wachten *naar de beslissing die het Parlement rakende het overnemen van of 't verzaken aan Congo zal nemen* », dit, om de Kamer in staat te stellen de werkzaamheden niet te onderbreken, die aan de dagorde staan.

Tengevolge van die verdaging, bood de Regeering het wetsontwerp aan dat thans aan de Wetgeving is voorgelegd. Het behelst slechts één artikel,

⁽¹⁾ Redevoering van den heer Woeste. Vergadering van 18 Mei 1895.

waarbij geene beslissing hoegenaamd bepaald wordt voorgesteld in zake van overneming; doch het onbepaald schorsen van betalen van interesten, door den Congostaat verschuldigd, veronderstelt een soort van stilzwijgende verdaging.

Doch waarop die verdaging zou kunnen doelen, is niet te begrijpen. Voor het recht tot voorkeur, aan België door de Overeenkomst van 1890 toegekend, wordt een termijn bepaald; bewust recht moet op dien termijn worden uitgeoefend, en, ten ware hij door eene nieuwe overeenkomst voor onbepaalden tijd of mits bepaling van eenen nieuwen termijn verlengd werd, ware niets zeggen de Overeenkomst van 1890 verwerpen, evenals van rechten welke zij toekent. Zonder de veroorloofde verklaring op 18 Februari laatstleden, ware ze reeds vervallen.

Partijen zouden zich aldus opnieuw in de voorwaarden bevinden, welke voorheen voortvloeiden uit 's Konings brief van 3 Augustus 1889; doch die brief, welke zelfs niet bestemd was — althans niet onmiddellijk — openbaar te worden gemaakt, huldigde geen band hoegenaamd in rechte en kon dat ook niet. Hij drukte 's Koning's inzicht uit om, zoo men het wenschte, de hand te leenen tot het sluiten van nauwere banden tusschen België en den Congostaat; doch niets werd bepaald over den aard dier banden, noch over de voorwaarden of de wijze waarop ze zouden ontstaan, en te dien tijde had de Onafhankelijke Staat verschotten noch tegemoetkoming gevraagd.

Wat zou België toch kunnen « verdagen », bij gemis van alle nieuwe overeenkomst? En zou de toestand niet allen grondslag in rechte schijnen te missen of ten minste onduidelijk bepaald wezen?

Ons dunkt dat er slechts te kiezen valt tusschen drieërlei beslissingen, en, zooals de Memorie van toelichting in 1890 zegde, kan België die keus doen met volstrekte vrijheid van oordeel. Of België zal de rijke aangeboden kolonie van de hand wijzen, of het zal ze aannemen in de voorwaarden door 't verdrag van 1890 verzekerd, of, in gemeen overleg van beide partijen, zal een nieuw verdrag het eerste verlengen of vervangen.

De Memorie van toelichting veronderstelt dat de Kamers zullen uitspraak te doen hebben over de keus tusschen die twee, zelfs over de derde van die mogelijke oplossingen.

De Memorie van toelichting herinnert dat gezien « den vervalldag van de Overeenkomst » de Wetgevende macht uitspraak moet doen over *het recht tot overneming*, in 1890 aan België toegekend. Ze voegt er bij dat « de Regeering bij de veronderstelling van eene bepaalde verzaking niet kan stilhouden », en dat « het er dus voor 't oogenblik, in de opvatting der Regeering, enkel om te doen is te beslissen *of de inlijving thans zal geschieden dan wel later* »; en eindelijk is het enkel voor 't geval « dat de Kamers raadzaam zouden achten *niet thans tot de inlijving te besluiten*, dat de Regeering er zich op toelagde eene oplossing te zoeken, van aard om de verschillende in de zaak betrokken belangen te vrijwaren ».

Reeds op 13 Februari, zooals wij herinnerden, zegde het hoofd des Kabinetts dat de Kamers uitspraak zouden te doen hebben *over de inlijving van of verzaking aan den Congostaat*.

't Valt echter moeilijk te begrijpen hoe de Kamers zouden uitspraak doen over eene vraag welke, vooralsnu toch, haar niet is gesteld.

In de afdeelingen werd gevraagd dat de Regeering over hare inzichten dienaangaande gepolst zou worden, doch de meerderheid der Middenafdeeling was van gevoelen dat uit den tekst van het overgelegd wetsontwerp genoeg bleek dat de Regeering niet van plan was andere voorstellen te doen.

Dit zegt genoeg dat ze rekent op het initiatief der Kamer zelf, en ziedaar de beweegreden tot het wetsvoorstel, dat wij de eer hebben aan de Wetgeving voor te leggen.

Zonder de Kamers « eene onmiddellijke inlijving » te willen ontraden, acht de Regeering dat het land geneigd schijnt deze inlijving tot later te verschuiven.

Dergelijke oplossing ware, onzes inziens, de groote belangen en de daarin betrokken partijen onwaardig; echter zou men kunnen begrijpen dat ze werd aangenomen, indien het alleen van België afhing aldus te beslissen.

Zooals wij het hooger zegden, werd van de Overeenkomst van 1890 zonder eenige schikking hoegenaamd afgezien, dan zou België geen andere rechten meer hebben dan die, welke het de Koninklijke mildheid van den Souverein van den Congostaat zou believen aan België toe te kennen. Thans zou ons land er hoegenaamd geen hebben.

Afzonderlijk kunnen de Belgische Kamers dus niet beslissen dat de inlijving later zal geschieden. Niemand is gerechtigd de verdaging uit te roepen van een recht dat men laat vervallen, om de eenige reden dat men hoopt dat recht terug te krijgen.

En hoe zouden wij overigens, zonder tusschenkomst van den Congostaat, nog kunnen beslissen of dergelijke verdaging al dan niet bepaald of onbepaald zou zijn; — of België alleen 't recht zou hebben de inlijving, naar goeddunken, te eischen, of integendeel de Onafhankelijke Staat ze naar eigen believen zou mogen eischen ⁽¹⁾, of zoo dienaangaande eene overeenkomst dient gesloten, — of er ja dan neen eene voorafgaande beteekening — en welke? — noodig is; — eindelijk, welke de voorwaarden tot de overneming zouden zijn, want de door de Overeenkomst van 1890 gestelde, zouden geene kracht meer hebben en de nieuwe wet zou slechts eene eenzijdige akte wezen.

Feitelijk, zouden al die zaken voorzeker gemakkelijk te regelen zijn, zoodra men zulks wil. Zegt immers 's Konings testament niet dat zijne bedoeling was het teergeliefde vaderland de vruchten te laten plukken van het werk dat hij, sedert zoo lange jaren, in het Afrikaansch werelddeel door-drijft? En wie kan daaraan twijfelen?

Doch, zelfs enkel voegzaamheidshalve en uit nationale waardigheid, schijnt het Parlement slechts tot verdaging te kunnen besluiten, mits eene overeenkomst welke haar daartoe machtigen en de voorwaarden er van bepalen zou. In voorkomend geval ware de vorm van dergelijke overeenkomst gemakkelijk te vinden.

(1) Zie de laatste paragraaf in den brief van Baron van Ketvelde.

Wordt echter geene overeenkomst getroffen, dan doet het vraagstuk waar België tegenover staat, zich slechts tweeledig voor : vermits inlijving, heden nog, slechts van België's enkelen wil afhangt, dient het ze òf te verwerpen òf aan te nemen.

De Regeering kan, wordt gezegd, zich met de veronderstelling van eene bepaalde verzaking inlaten, want dat ware eene onvoorzichtige daad, en zou België's aanzien in den vreemde schaden.

De Memorie tot toelichting van de wet van 1893 — insgelijks door al de Ministers onderteekend — sprak nog uitdrukkelijker. « De verdeeling van den aardbol, zegde zij, is thans nagenoeg ten einde, en de laatste beschikbare streken worden onder onze oogen verdeeld. Het uitgestrekte bekken van de Congorivier blijft België een ruim voorbehouden gebied; ware die hulpbron verloren, dan zou de toekomst onwederroepelijk voor ons gesloten zijn »

Die overtuiging maken wij volkomen tot de onze, en wij begrijpen niet wat de vrees billijkt, in de Memorie van toelichting uitgedrukt, met het oog op 's lands gevoelen ten huidigen dage.

In Januari 1893, dus meer dan zes jaar geleden, zegde de Regeering « dat er licht was geworden, dat het licht voor allen bleek », en zelfs achtte zij dat de tijdens de grondwetsherziening breedvoerig besproken overneming van den Congostaat als 't ware op voorhand door de grondwetgevende vergadering was aangenomen.

Met medesleepende welsprekendheid werd die bevestiging ontwikkeld en door talrijke en beslissende overwegingen gestaafd

En wie kan miskennen dat zij thans nog veel meer gegrond zijn?

De vrees die, in 1893, nog bij velen bestond, heeft geene reden meer van bestaan, want de feiten zelve hebben gesproken.

Congo heeft zich als bij tooverslag ontwikkeld, zoowel in het opzicht van nijverheid en handel als in het opzicht der menschelijkheid, en de zes laatste jaren werden gekenmerkt door onophoudelijken voorspoed op elk gebied.

De vroeger zoo afgekeurde spoorweg van Matadi naar Leopoldville, is thans sedert drie jaar voltooid en heeft aan alle verwachting beantwoord. Door de ontwikkeling van het onafmeetbaar net van bevaarbare wateren, waardoor hij aangevuld wordt, zijn de meest afgelegen districten schier nader bij Europa gebracht. De algemeene handel bedroeg ongeveer 22 millioen in 1894 en steeg tot 66 millioen in 1899, en, gedurende dien zelfden tijd, klom de uitvoer van 14 tot 36 millioen. Het valt niet te betwijfelen of voor 1900, zullen deze cijfers nog merkkelijk hooger zijn. Talrijke maatschappijen werden ingericht en, benevens het opzoeken van ivoor en caoutchouc, vroeger schier haar enkel doel, ontstaan plantingen van koffie, cacao's, specerijplanten, en worden bosschen ontgonnen. Op den Boven-Congo varen thans meer dan honderd stoombooten van alle tonnemaat.

Het land wordt als afgebakend door posten, van de Atlantische zee tot aan het Tanganikameer, evenals van den Bomu tot aan de bronnen van den Congostroom. Baron van Eetvelde meldt dat de Congostaat aan België geene geldelijke ondersteuning meer hoeft te vragen (1)

(1) Brief van Baron van Eetvelde aan den heer Minister van Financiën.

Terzelfder tijd worden door zendelingen, in al de belangrijke centrum's gevestigd, aan talrijke inboorlingen de beginselen van den katholieken godsdienst ingeprent, en, dank zij de talrijke ontdekkingsstochten door het grondgebied in alle richtingen, is Congo thans beter gekend dan menig andere reeds oude kolonie.

Zonder verder te moeten aandringen op deze feiten, die thans van algemeene bekendheid zijn, mag men bevestigen dat de proefneming van tien jaar, door de Overeenkomst van 1890 voorgeschreven, afdoende was. Op dit oogenblik, is Congo eene welingerichte, genoegzaam toegeruste kolonie, die thans geene groote uitgaven van eerste inrichting meer vergt, ten minste niet van hare Regeering.

Van eenen anderen kant, is Congo wel eene Belgische kolonie, zooals reeds in 1893 werd gezegd en herinnerd wordt door de Memorie van toelichting en den daarin opgenomen brief van Baron van Retvelde. Op 1,438 blanken, die den 1^{en} Januari jongstleden in Congo waren gevestigd, telden wij 1,187 landgenooten. Al de groote ondernemingen zijn Belgische en worden door Belgen bestuurd. Van België werden de meeste uit Europa herkomstige koopwaren ingevoerd en naar Antwerpen komen bijna al de Congoleesche voortbrengselen.

Is het overigens niet, zooals de Koning herinnerde, aan de toewijding en heldhaftigheid onzer officieren, onzer soldaten, onzer missionnarissen, onzer geleerden, dat wij, grootendeels, den bereikten voorspoed te danken hebben?

Congo, dat dus feitelijk reeds Belgisch is, moet dan ook van rechtswege Belgisch worden. Persoonlijke vereeniging kan slechts een overgangs- en proefnemingsvorm zijn. Brengt zij noch het, voorzeker onregelmatig, bestaan mede van eenen Staat, waar al de ambten aan vreemdelingen zijn toevertrouwd en waarvan de Regeering haren zetel heeft in de hoofdstad van eenen anderen Staat? Spruit niet daaruit deze zonderlinge toestand voort, dat in Congo, als vreemdelingen moeten worden aanzien, de Belgen die het ontdekten en ten koste van aanhoudende en moedige pogingen onderwierpen?

Doch vooral schijnt ons onmiddellijke overneming opgedrongen door den toestand van België tegenover zijnen Souverein. Ten koste van onafgebroken arbeid, pogingen en opofferingen, heeft de Koning eene groote kolonie gesticht, om die zijn land aan te bieden, na hier de ongelukkiglijk sedert lang verdwenen lust tot ondernemingen in verre streken te hebben heropgewekt — en dit was de grootste dienst, dien men België kon bewijzen. — De Koning liet toe dat België zich door eene tienjarige proefneming zou inlichten. En nu deze proefneming afdoende is gebleken, dat machtige Belgische belangen in Congo zijn betrokken, dat dit land ons voortdurend eenen degelijken uitweg aan de hand doet voor onze bevolking en onze overvloedige voortbrengstelen, nu dat naburige landen onzen vooruitgang toejuichen en er wellicht naijverig op zijn, — dat de begroting van den Onafhankelijken Staat in evenwicht sluit — nu, zeggen wij, zou België zijne kans verkrijgen of verklaren dat een nieuwe studietijd wordt vereischt!

België zou bij voortduring uit de Afrikaansche onderneming van den Koning al de stoffelijke voordeelen trekken, welke zij opleveren kan, doch alle aandeel in het bestuur van de hand wijzen!

Dergelijke houding kan voorzeker België's faam niet verheffen tegenover Europa noch tegenover de geschiedenis; zij zou onwaardig zijn van een volk dat van zijne kracht en zijne toekomst bewust is, en van aard schijnen om 's Konings waardigheid terecht te krenken, als dus de reusachtige onderneming, die Zijnen naam onsterfelijk zal maken, miskennende.

Wij zijn dus van gevoelen dat men zich dient te bepalen bij de woorden, in 1895 door de Regeering gesproken; thans zijn zij op onbetwistbare feiten gesteund en niets schijnt ons den afkeer of de aarzeling te billijken, waaraan men zich schijnt te verwachten.

Overigens, blijft de Regeering van gevoelen dat de inlijving van Congo zich opdringt en gebeuren zal. En hoe ze bijgevolg tot eenen onbepaalden datum uitstellen? Is het niet veel beter ze te verwezenlijken op het oogenblik dat de buitenlandsche toestand klaarblijkelijk gunstig is en de Koning zelf, met zijne rijpe ondervinding, het nieuw beheer bij zijnen aanvang zou kunnen leiden?

Toen Hij de akte opstelde, waarbij hij Congo aan België vermaakte, had reeds de Koning het voorgevoelen dat eene zoo gewichtige gebeurtenis slecht zou samentreffen met de zorg welke eene verandering van Regeering uit haren aard reeds medebrengt. Hij nam aan dat de afstand reeds gedurende zijn leven zou geschieden en verklaarde zich daartoe gansch bereid: Een blijk te meer van verheven vooruitzicht en van een goed begrip van 's lands belang.

* * *

Artikel 1 van het ontwerp stelt enkel de overneming van den Congostaat vast, onder de voorwaarden, geregeld bij het tractaat van 1890. Het vergt geene verdere toelichting.

Doch zoo het gemakkelijk valt dezen omvangrijken maatregel uit te vaardigen, de uitvoering er van ware vooralsnu niet te verwezenlijken.

't Spreekt wel vanzelf, dat Congo geen wezenlijk tot het geheel behorend deel van 's lands grondgebied zal worden, en zijne bewoners niet tot Belgische burgers gemaakt. Hier geldt het eene kolonie, of liever eene bezitting.

Instellingen, die voor 't moederland passen, zouden niet van toepassing kunnen zijn in een nieuw tot beschaving ontlukend land, door lagere rassen bewoond.

Dus vergt dat gebied eene eigene inrichting, zooals wijslijk wordt voorzien in artikel 1 van onze omgewerkte Grondwet.

't Stond ook reeds in de Overeenkomst van 1890: « 't Bijzonder stelsel voor de Congolanden wordt door eene wet voorzien. »

Er is lucht gegeven aan het oordeel dat er, vóór alle overneming, eene inrichtingswet diende gemaakt. Zoo ja, dan moest tijdig genoeg bij de Wetgevende Kamers het ontwerp tot dergelijke wet worden ingediend, opdat de overneming den door de overeenkomst bepaalden dag kon geschieden. Doch uit den tekst blijkt zulks niet, en, onzes erachtens, volstaat het de inrichtingswet te stemmen, vóór dat België feitelijk de regeering in handen neme.

In het wetsontwerp van 1893 stond, dat bij koninklijk besluit bepaald zou worden op welken datum België de souvereiniteit op zich zou nemen. In zulke voorwaarden, bleef de Koning niet langer hoofd van den Onafhankelijken Staat en werd een door België aangesteld persoon. 't Komt ons voegzamer toe elken toestand voorloopig te laten wat hij is

Daartoe zou het volstaan eene ofschoon bepaald aangenomen wet eerst later van kracht te maken. Tot zoolang blijft de Koning, zodoende, Souverein, en zou zijne souvereiniteit in de eigenste voorwaarden als thans waarnemen (art. 3).

Een tijdsbestek van twee jaar wordt door ons voorgesteld; wellicht wordt zulke termijn ontoereikend geacht, want vele en veelzijdige vraagstukken blijven nog op te lossen.

Mag men, op rechterlijk gebied, 's lands instellingen nabijkomen, op wetgevend gebied alsmede op bestuursgebied is dat niet meer het geval. Schijnt het noodig de koloniale begroeting, behalve voor plaatselijke geldmiddelen, jaarlijks door de Belgische Kamers te doen goedkeuren, mits verslag over 't gebruik der gelden en den vooruitgang der kolonie; wordt het oorbaar wordt bevonden den Koning voor koloniale zaken eenen afzonderlijken verantwoordelijken minister te geven, toch ware het niet aan te nemen dat men zich dagelijks zou willen inmengen in alle bijzonderheden van beheer. Integendeel, zou de uitvoerende macht indeze voldoende uitgestrekte volmacht moeten krijgen tot dadelijke beslissing en uitvoering, welke groote uitslagen medebrengen.

Dat alles hoeft bestudeerd en gerijpt, en ofschoon Baron van Eetv. de medewerking van wege 't beheerspersoneel van den Congostaat toezegde, ofschoon ervaring van andere landen ons dienstig kan wezen, — zij die sedert lang koloniale wetten bezitten, — toch kan men van oordeel wezen den, voorgestelden termijn nog te verlengen.

Niets zou, mocht hij zulks raadzaam achten, den wetgever verhinderen het van kracht maken van de wet uit te stellen, derwijze om naar verkiezen het bestaande stelsel langer te doen duren. Doch zoo het blijkbaar schijnt dat de Koning volgaarne instemmen zal met voorloopigen voortduur van den bestaanden toestand, vermits de Regeering de meening uitte dat er vóór de overneming eene inrichtingswet dient gemaakt, niets bewijst dat Hij langer de zware taak wil torschen, die hem zooveel inspanning kostte. Daarover zou de Regeering de Kamer moeten inlichten, en hiertoe, nogmaals, is eene nieuwe overeenkomst noodig.

* * *

Eenmaal het koloniaal bestuur bepaald ingericht, zouden nog tusschen beide Staten verschillende vraagstukken rakende de verwezenlijking van de overneming op zichzelve hoeven geregeld, of zaken die zekere bijzondere punten gelden, als daar zijn verbintenissen tegenover ambtenaren, jaarwedden, pensioenen, enz. Bij artikel 4 stelt het wetsontwerp voor de Regeering met die regeling te belasten



De inlijving van Congo bij België kan, op partijgebied, geene bespreking uitlokken. Geene politieke richting kan beweren daar uitsluitend voordeel uit te trekken; niemands programma zou daarin een hinderpaal voor zijne verwezenlijking aantreffen. Hier geldt het een ontwerp van groot nationaal belang, dat verre boven onze onderlinge twisten moet staan.

Onafzienbare streken in den natuurstaat en een nagenoeg weergaloos net van bevaarbare wegen opbrengend te maken, bezit te nemen van een ongeëvenaard voortbrengingstuig, schijnt geene tegenkanting te moeten ondervinden. Met geestdrift zou men elders den verval dag voor 's Konings schenking zien dagen.

Mochte dus ieders goeden wil tot eenheid worden gebracht! Mochte België zijne toekomst den rug niet toekeeren!

WETSVOORSTEL.

ARTICLE PREMIER.

En suite des droits conférés à l'État Belge par la Convention intervenue entre l'État du Congo et lui, le 3 juillet 1890, les territoires dépendant du dit État sont désormais possession belge, avec tous les biens, droits et avantages jusqu'ici attachés à la souveraineté du dit État, mais aussi moyennant la charge de toutes ses obligations envers les tiers.

ART. II.

La présente loi n'entrera en vigueur que dans deux ans, à dater de sa publication, et ce pour que la Législature puisse régler le régime spécial à la nouvelle possession belge, en matière législative, administrative et judiciaire.

ART. III.

Pendant le terme prédit, l'administration des territoires congolais sera exercée par l'État Indépendant, dans les mêmes conditions qu'elle l'est à présent.

ART. IV.

Le Gouvernement est chargé de régler, de commun accord avec l'État Indépendant, les conditions d'exécution de la présente loi.

EERSTE ARTIKEL.

Ten gevolge van de rechten aan den Belgischen Staat verleend door de Overeenkomst tusschen hem en den Congostaat op 3 Juli 1890 getroffen, is het grondgebied, afhangende van dezen Staat, voortaan Belgische bezitting, met al de goederen, rechten en voordeelen tot heden aan de souvereiniteit van genoemden Staat verbonden, doch ook met den last van al zijne verbintenissen jegens derden.

ART. II.

Deze wet zal slechts in werking treden binnen twee jaar, te rekenen van hare bekendmaking, opdat de Kamers het bijzonder stelsel voor deze nieuwe Belgische bezitting, in het opzicht van wetgeving, bestuur en gerecht, kunnen regelen.

ART. III.

Gedurende voormelden termijn, zal het bestuur van het Congoleesche grondgebied worden waargenomen door den Onafhankelijken Staat, onder dezelfde voorwaarden als thans.

ART. IV.

De Regeering wordt gelast, in gemeen overleg met den Onafhankelijken Staat de uitvoering dezer wet te regelen.

A. BEERNAERT.

LÉON DE LANTSHEERE.

AUG. DELBEKE.

VERHAGEN.

W. HEYDEN.